Bulletin œcuménique

JUILLET 1979 Numéro 5 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

Tapisseries et façades

Il était une fois une maison habitée par des gens très divers, pleins d'idées. Ils avaient envisagé de transformer la maison, son aménagement, lui donner une allure nouvelle, une allure différente.

Les propriétaires de la maison inquiets s'interrogèrent, se demandèrent ce qu'on allait faire de leur maison, cette maison que leurs parents, qu'eux-mêmes avaient bâtie au prix de renoncements et de durs labeurs.

> *"Quelle forme allait-elle avoir ? La reconnaîtrait-on encore après ?*
>
> *"Le dynamisme de ces gens est important" - dirent les propriétaires -, il ne faut pas perdre toutes ces idées, et puis... ils sont nombreux.*
>
> *"Organisons ces transformations avec eux, chacun pourra faire toutes les propositions qu'il veut concernant son appartement, l'endroit qu'il habite, l'ascenseur, les escaliers, la disposition des pièces, les couleurs des peintures, les tapisseries etc. etc...*
>
> *"Tout sera étudié, ils pourront même participer aux travaux. Faire son chez soi c'est important ".*

Il y eut beaucoup de suggestions, chaque locataire eut l'impression d'être écouté, pris en considération. Les transformations s'effectuèrent et ceux qui voulaient participer aux travaux étaient nombreux. Les appartements prirent des formes et des couleurs extraordinaires, certains communiquant entre eux; des communautés se formèrent, les individualistes trouvèrent aussi leur compte.

De plus, si l'on voulait, en le proposant au responsable de la maison, d'autres transformations étaient accordées, certains changeaient même de tapisseries chaque mois. Tous les gens étaient très occupés à ces transformations, chacun avait l'impression de créer quelque chose, de participer avec les autres à une oeuvre commune.

Un jour, soudain, quelqu'un parla des façades... de les modifier, de changer la structure, l'aspect, la forme du bâtiment...

On lui refusa le droit d'habiter cette maison.

Gilbert ZBÄREN

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

DO NEVA (NOUVELLE CALEDONIE)

3EME SESSION DE FORMATION AU SERVICE CHRETIEN DE LA CEVAA, REUNISSANT DES MELANESIENS, DES POLYNESIENS ET QUELQUES EUROPEENS.

GILBERT ZBAREN, ANIMATEUR QUI FAIT PARTIE DE L'EQUIPE D'ANIMATION DE CES SESSIONS NOUS FAIT PART DE QUELQUES REFLEXIONS.

SOUVENT LA DIVERSITE A ETE REFUSEE PAR LES "MISSIONS"

Constamment, pendant ces 15 jours, dans les échanges est apparue lancinante, cette ambiguïté que nous avons beaucoup de peine à comprendre, nous Occidentaux chrétiens: l'Evangile a été apporté, mais avec toute une infrastructure. Souvent, ce leitmotiv a percé :

"Nous n'avons pas été reconnus comme partenaires, mais comme hommes à éduquer".

"Nous devions adopter le mode de vie, la manière de croire de ceux qui apportaient l'Evangile".

Je veux souligner très fort que ceux qui disaient cela faisaient la différence entre l'Evangile qu'ils sont heureux de connaître et l'infrastructure apportée avec, dans laquelle ils se sentent empêtrés encore actuellement. J'aimerais souligner aussi fort qu'à aucun moment, je n'ai senti de reproches. Je crois qu'ils disaient :

"Nous sommes morcelés en nous, nous avons de la peine à nous retrouver. Ne l'oubliez pas, vous tous, partenaires d'aujourd'hui et à venir ".

Ce n'est pas une critique du passé ; ils nous demandent de prendre au sérieux la constatation qu'ils font aujourd'hui, de prendre au sérieux la bataille qu'ils doivent se livrer pour vivre l'homme dans sa totalité, comme ils le sentent révélés par l'Evangile. Plusieurs ont dit :

"Aujourd'hui, je commence à oser dire qui je suis, d'où je viens, quelle est ma culture, quelles sont mes différences. Je les accepte comme diversité et non comme révélant un stade antérieur ou païen".

En ce qui me concerne, cela aura été le coeur des interpellations que j'ai reçues. Je peux le résumer en deux phrases courtes que je vais tenter d'expliquer ensuite, car elles susciteront sans doute des réactions :

1.- *NOUS, EUROPEENS, OCCIDENTAUX, CHRETIENS, ESCAMOTONS TROP CE QUI S'EST PASSE HISTORIQUEMENT POUR LES PEUPLES D'AFRIQUE, DU PACIFIQUE, ETC.*

2.- *TOUT AU FOND DE NOUS, TOUT AU FOND DE NOUS, ATTENDONS-NOUS VRAIMENT QUELQUE CHOSE DE CES PEUPLES ?*

NOUS ESCAMOTONS CE QU'A PROVOQUE L'INFRASTRUCTURE APPORTEE AVEC L'EVANGILE

Parce que nos conceptions ont changé, parce que nous luttons pour que les relations changent entre ce que nous appelons "l'outre-mer" et nous, nous oublions que les amis partenaires sont encore morcelés par tout ce qui leur est arrivé. Nous parlons de complexes, ce qui nous permet de classer le phénomène dans nos catégories et de le réduire dans son amplitude. Et nous oublions également nos morcellements à nous.

En minimisant cet aspect de nos relations, nous ne les prenons pas au sérieux. Il ne s'agit pas de jouer les masochistes, cela a déjà été fait et n'amène à rien, mais de reconnaître le fait. Cela ne se situe pas au niveau d'un jugement de valeur, bien ou mal, mais cela "est", cela existe. Souvent, ces amis essaient de nous dire quelque chose à ce sujet, mais nos défenses les empêchent d'aller plus loin dans le dialogue parce qu'ils ont l'impression de nous faire mal et ce n'est pas leur but.

Il ne s'agit pas d'en tirer de longs traités, mais de reconnaître la réalité, en arrêtant de rappeler "qu'il y a quand même eu beaucoup de bonnes choses, la fondation d'églises, l'apport de l'Evangile, la sauvegarde de cultures, etc..." Eux-mêmes le disent assez. La question n'est pas de mesurer le bien et le mal, mais de savoir que ce qui s'est passé nous a morcelés et que ce n'est qu'en le reconnaissant que nous pouvons ensemble oublier et aller plus loin.

Et puis, je me suis demandé également si, à cause de notre culture à nous, - cette culture qui suinte l'expansionnisme, la suffisance - je me suis demandé si tout au fond de nous, nous attendions vraiment quelque chose de ces peuples. Notre réflexion, nos efforts, notre volonté bien sûr attestent que nous voulons attendre quelque chose d'eux ; mais nos réflexes, nos fibres, notre patrimoine, ce qui nous façonne à l'intérieur en profondeur ? Je me le suis demandé ... !

UNE LONGUE ROUTE

Il va falloir du temps pour apprendre ensemble à devenir partenaires, à nous connaître, à nous reconnaître, à co-naître. Et à nous fils, petit-fils et arrière-petits-fils de dominants... Et chez nous, entre nous, je suis persuadé que nous pouvons faire la même réflexion, ne serait-ce qu'en observant les classes sociales, les cloisonnements sociaux, etc.... Il faudra beaucoup de temps, vivre ensemble, beaucoup nous mélanger, beaucoup nous engager ensemble pour que les barrages sautent, que les vraies questions sortent, que les tensions puissent se vivre, le grain peut alors mourir pour renaître, produire et reproduire la vie que nous cherchons. Il faut du temps pour apprendre à écouter, pour arrêter de passer son temps à se demander comment être entendu. Les barrières peuvent tomber, nos peurs respectives peuvent s'estomper, si l'on a du temps pour écouter, comprendre, pour oser être soi-même. Du temps, de la patience, de l'impatience ; croire à l'invention possible, à la création de la grâce. Avoir confiance dans les potentialités de l'autre, autant que dans les nôtres.

L'ACCUEIL MELANESIEN

Sans pouvoir entrer dans tous les détails, l'accueil de la tribu commence par le don d'un bouquet composé de belles fleurs auxquelles sont accrochés des billets de banque! C'est le don de quelque chose de vital. Un signe du nécessaire (quand on connaît le revenu du Mélanésien, on a vite fait de savoir qu'il ne s'agit pas du superflu).

Quand on arrive quelque part, on donne souvent de l'argent comme signe. Cet argent est redistribué, redonné, etc...., il circule. L'argent est utilisé, distribué.

Quand je suis parti de Nouvelle-Calédonie, j'ai reçu 2 billets de banque. C'était à la fin du culte de la paroisse mélanésienne de Nouméa. Par la porte grande ouverte, je voyais la fumée rouge que crachent sans arrêt les cheminées de l'usine de nickel. Fumée que l'on retrouve en poussière sur les meubles des habitations construites tout près. Habitations occupées par les Mélanésiens fauchés... Les Français et les autres, si vous les cherchez, sont plus loin.

La fumée, le nickel, l'argent reçu qui circule, ça m'a fait penser à la Suisse où j'allais revenir ; aux banques où l'argent s'accumule, se cache, au secret bancaire dont nous parlons ces temps. J'ai eu de la peine à répondre à ce qu'on me disait... comme un billet en travers de la gorge... une grande tristesse sur nos courses à l'expansion, au toujours plus, aux bras qui tombent devant tout cela...

En mélanésien, il n'y a pas de mot qui signifie profit, intérêt, prêt, emprunt; il n'y a qu'une expression : "DONNER".

Gilbert ZBÄREN





interrogations·exprès

GENERAL JACQUES PARIS DE BOLLARDIERE

Grand officier de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, il croyait en 1956 à la possibilité d'une pacification en Algérie. Il refuse donc le recours à la torture, ce qui le fait entrer en conflit avec le général Massu. Pour avoir publiquement exposé sa position, il écope 2 mois de forteresse. Il quittera l'armée en 1962. Dix ans plus tard, Massu rompt "le complot du silence" et fait l'éloge de la torture. De Bollardière répond à l'homme de la bataille d'Alger dans un livre cinglant (Bataille d'Alger, bataille de l'Homme") qui fait comprendre les contradictions qui ont déchiré les consciences dans le corps des officers français. Il milite actuellement au sein du Mouvement pour une Alternative Non-Violente.

- *Un général non-violent, n'est-ce pas paradoxal ?*

- Pas forcément, c'est le terme de "non-violence" qui est mal choisi et favorise des incompréhensions. La non-violence est avant tout une espérance, c'est reprendre conscience que l'homme est un homme. Et cette espérance se traduit par une réflexion, puis par la recherche de moyens qui permettront de supprimer toute oppression et non de remplacer une oppression par une autre. Si on regarde autour de nous ou dans l'Histoire, on peut voir que le contraire de la non-violence, ce n'est pas tellement la violence, c'est la passivité devant l'injustice.

- *Mais est-il possible de défendre l'indépendance et la liberté d'un pays par la non-violence ?*

- Le cas de la Suisse est certainement différent de celui de la France. Mais je ne vois pas très bien ce que peut signifier, à l'époque actuelle et avec les armements que nous connaissons, avions,missiles, et pour tous les pays, la formule "défendre les frontières nationales". Et si je reprends l'histoire de la France depuis 200 ans, on a cru que l'indépendance serait assurée par l'armée qui avait mission de défendre l'intégrité du territoire et donc la vie des populations qui étaient à l'intérieur. Et alors ? 1814, 1815, 1870, 1914, 1940... l'armée n'a pas rempli son rôle. Et l'embêtant, une fois l'armée battue, comme en 1940, c'est que le peuple a baissé les bras, comme s'il n'avait plus rien à défendre; pendant que l'Etat et la police envoyaient en Allemagne des dizaines de milliers de juifs et de jeunes travailleurs. Dans la formule "défense armée", on est en pleine confusion. L'armée n'a jamais défendu ce que le peuple avait à défendre. Elle est et sera toujours un instrument d'expansion.

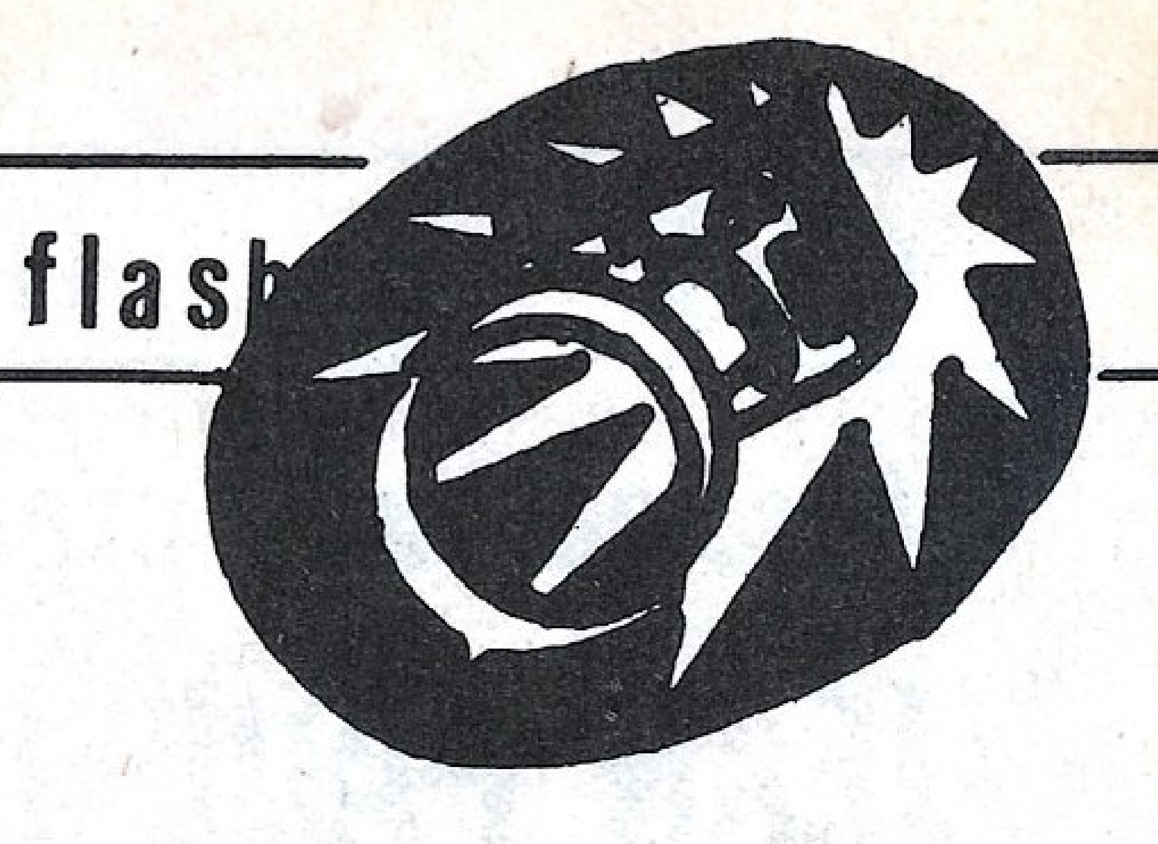
- *Les idées non-violentes, pourtant, ne semblent guère gagner du terrain,ces dernières années, face à l'inflation des armements ?*

- Mais cette inflation n'est pas le fait du peuple, c'est le fait de l'Etat. Les idées non-violentes avancent dans l'opinion publique, même si les Etats continuent à développer des mythes. Il faut comprendre que l'armée est un support pour autre chose que la défense du pays. Elle est le pilier d'une certaine conception de la société, une société hiérarchisée où le pouvoir est détenu par une certaine classe, qui a sa propre notion de l'ordre et de la discipline. Et l'armée joue un rôle dans de multiples domaines, recherche scientifique, développement économique, orientation de la politique étrangère, rôle évident en France.

De plus en plus, à cause de la militarisation de la société, les armées contrôlent les forces vives de tous les pays du monde. Nous proposons simplement l'inverse, que tous les peuples contrôlent véritablement les forces de guerre, je ne lutte pas contre l'armée, je lutte contre un certain pouvoir. La non-violence est parfaitement révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas de n'importe quelle révolution, mais celle qui n'a jamais été faite : au lieu d'un changement de pouvoir ou d'idéologie, il faut changer la nature du pouvoir, en faire un service à la disposition du peuple. Quant à l'autorité, ce sont les gens eux-mêmes qui doivent se l'imposer. L'homme a des capacités de raison et de compréhension qui lui permettent de commencer cette révolution et de prendre ses responsabilités. Il faut lui faire confiance.

Propos recueillis par: Claude THARIN

flash - flash - flash - flas



Etats-Unis

M. Carter souhaite une «solution humanitaire» au problème de l'immigration sauvage

Le président Carter s'est engagé samedi 5 mai, à Los-Angeles, à trouver « une solution humanitaire » au problème quasi-insoluble de l'immigration illégale de Mexicains aux Etats-Unis. (quelque quarante mille Mexicains par mois) ...

Il a cependant ajouté qu'il serait mis fin aux mauvais traitements infligés parfois aux immigrants illégaux interpellés aux Etats-Unis.

(...)

Un mur va être construit sur 13 kilomètres de la frontière avec le Mexique

De notre correspondante

Los Angeles. — Un mur de trois mètres de haut devait se dresser sur vingt kilomètres le long de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, aux alentours des deux postes de douane les plus fréquentés : Tijuana, à la porte de la Californie et El Paso, à la porte du Texas. Avec sa base de béton surmontée d'un grillage d'un mètre vingt en fil de fer galvanisé et d'un mètre quatre-vingt de treillis serré, ce mur devait coûter plus de deux millions de dollars. Jusqu'alors, seuls de simples fils barbelés délimitaient formellement quatre des 2 700 kilomètres de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Les autorités américaines espéraient ainsi contrôler au moins partiellement, le flot des immigrants clandestins mexicains (*le Monde* du 19 avril). Le projet initial a été abandonné en raison des protestations des dirigeants Chicanos (citoyens américains d'origine mexicaine) qui estimaient que les immigrants clandestins pouvaient se blesser en essayant d'escalader l'obstacle.

Une version « améliorée », c'est-à-dire moins dangereuse de ce mur, va être mise en chantier sur 13 kilomètres dans les semaines qui viennent. C'est ce qu'a annoncé M. Griffin Bell, attorney général (ministre de la justice).

La base sera en béton, comme dans le premier projet, mais le treillis choisi a été étudié pour céder sous le poids de qui essayerait de le franchir. Les dirigeants Chicanos n'ont pas été convaincus par ces arguments et font valoir que le mur lui-même, en tant que symbole, constitue une insulte.

Environ 60 % des Mexicains appréhendés au moment où ils tentaient de franchir illégalement la frontière l'ont été en 1978 à proximité de Tijuana et d'El Paso. — S.C.

Le Monde 8.5.79

SUÈDE

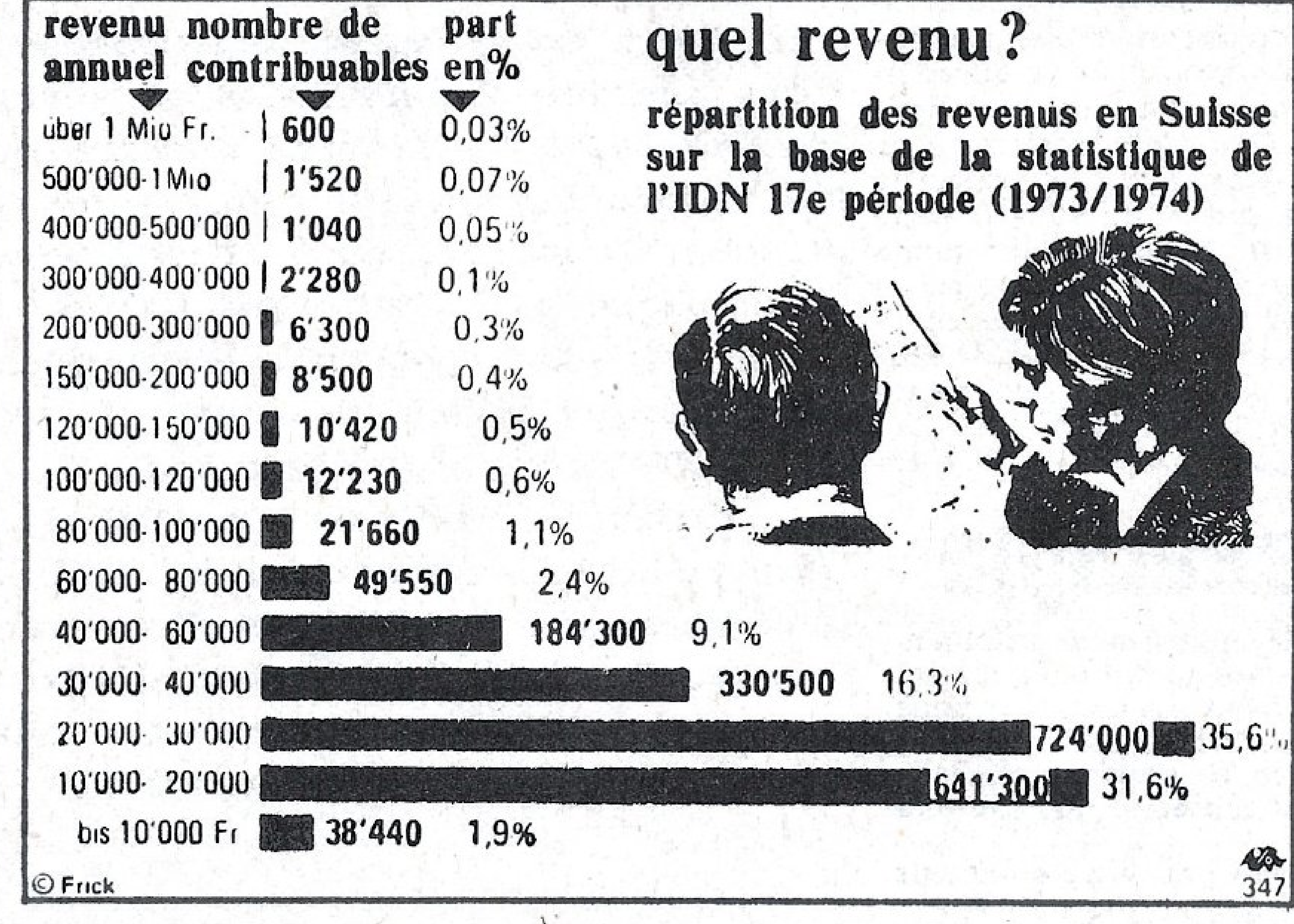
● LES ENTREPRISES SUÉDOISES NE POURRONT PLUS INVESTIR EN AFRIQUE DU SUD. – Le Parlement suédois a voté une loi visant à interdire les investissements en Afrique du Sud et en Namibie par des entreprises suédoises. La loi qui a été adoptée par 231 voix contre 47 entrera en vigueur le premier juillet prochain. Seul le Parti conservateur a voté contre, se prononçant notamment contre une décision prise unilatéralement par la Suède et non dans le cadre des Nations Unies. (AFP)

G.L.- 5.6.79

NUCLÉAIRE

● «BOOM» SUR L'URANIUM EN 1978 AUX ÉTATS-UNIS. – En 1978, l'exploitation et la production d'uranium a connu un véritable boom aux Etats-Unis, selon l'Atomic Industrial Forum. Les compagnies minières ont foré plus de 14 millions de mètres à la recherche de nouveaux gisements d'uranium, notamment dans les Etats du Wyoming, du Nouveau-Mexique, du Texas, de l'Utah et du Colorado. 18 500 tonnes de concentrés d'uranium (U 308) ont été produites dont 5% par de nouvelles techniques minières (solution in situ), retraitement des déchets etc... (AFP)

GL-5.6.79



quel revenu?

répartition des revenus en Suisse sur la base de la statistique de l'IDN 17e période (1973/1974)

revenu annuel	nombre de contribuables	part en%
uber 1 Mio Fr.	600	0,03%
500'000-1 Mio	1'520	0,07%
400'000-500'000	1'040	0,05%
300'000-400'000	2'280	0,1%
200'000-300'000	6'300	0,3%
150'000-200'000	8'500	0,4%
120'000-150'000	10'420	0,5%
100'000-120'000	12'230	0,6%
80'000-100'000	21'660	1,1%
60'000- 80'000	49'550	2,4%
40'000- 60'000	184'300	9,1%
30'000- 40'000	330'500	16,3%
20'000- 30'000	724'000	35,6%
10'000- 20'000	641'300	31,6%
bis 10'000 Fr	38'440	1,9%

© Frick 347

"Alors que la deuxième décennie du développement touche à sa fin, un constat s'impose: exception faite de certains pays producteurs de pétrole, la pauvreté persiste dans tous les pays du Tiers-Monde, et elle gagne même du terrain dans la plupart d'entre eux. Que, dans les campagnes, plus d'un milliard d'êtres humains croupissent dans la pauvreté et la misère absolues, que plus de 450 millions souffrent d'une sous-alimentation grave, c'est tragique, c'est scandaleux".

Extrait d'un discours prononcé par le directeur général de la F.A.O. Monsieur Saouma, mars 1979.

Missionnaires expulsés du Burundi

JEAN PAUL II PROTESTE

Au cours de l'audience générale hebdomadaire de mercredi soir, Jean Paul II a élevé une protestation solennelle contre « l'expulsion de 70 missionnaires de la République du Burundi, survenue la semaine dernière pendant que je me trouvais en Pologne ». S'adressant aux 30 000 fidèles, réunis dans la soirée place St-Pierre, le pape a exprimé sa « solidarité avec les communautés catholiques (du Burundi) et avec leurs pasteurs. Ma pensée affectueuse va à ces missionnaires détachés de la vigne du Seigneur à laquelle ils s'étaient voués ».

Jean Paul II a dit son « profond chagrin », avant de poursuivre : « L'Eglise a déjà donné des preuves de sa volonté de collaboration et saura, si nécessaire, intervenir et corriger (...) si quelqu'un a eu un comportement erroné. Mais elle ne peut pas ne pas faire confiance à l'esprit de compréhension et de dialogue des autorités civiles ».

Le chef de l'Eglise a enfin demandé « la reprise et le développement du dialogue au bénéfice de la communauté catholique et de la nation du Burundi, qui m'est si chère ».

DEUX SUISSES PARMI LES MISSIONNAIRES EXPULSES

Il y a eu deux vagues successives d'expulsions de missionnaires du Burundi. Sont effectivement partis :

— Le 31 mai : 10 missionnaires catholiques et 2 missionnaires protestants.

— Le 11 juin : 40 missionnaires catholiques et 10 missionnaires protestants.

Les missionnaires catholiques expulsés sont membres des instituts religieux suivants : 23 Pères blancs, 11 prêtres Fidei Donum, 7 Xavériens, 6 autres religieux, 3 religieuses (et un laïc), soit : 45 prêtres, 2 frères, 3 religieuses, 1 laïc.

Ils exerçaient leur apostolat au service des diocèses de : Bujumbura (9), Bururi (14), Gitega (3), Muyinga (10) + (1), Ngozi (8), Ruyigi (6).

Selon leur nationalité, il y a : 23 Italiens, 12 Belges, 5 Canadiens, 3 Français, 3 Espagnols, 2 Suisses, 2 Polonais. En outre, on est sans nouvelles d'un laïc autrichien, expulsé lui aussi, mais retenu par la Sûreté au moment de son embarquement.

Les deux missionnaires catholiques suisses expulsés sont : le Père Jean Perraudin, Père blanc, de Bagnes (Valais), qui compte 29 ans de présence au Burundi, où il exerçait son apostolat à Muyaga, dans le diocèse du Ruyigi. (C'est le frère de Mgr André Perraudin, archevêque évêque de Kabagyi, au Rwanda) ; et le Père Alfred Kistler, missionnaire de Schoenstatt, de Zurich, présent depuis 8 (ou 9) ans au Burundi, où il était en poste à Mutamba, dans le diocèse de Bujumbura.

Il est difficile de savoir ce qui se passe au Burundi et de connaître les véritables raisons des mesures prises par les autorités gouvernementales contre les missionnaires. Mais, il est certain qu'il y a une tension entre l'Eglise et l'Etat. Le 9 mai dernier, un communiqué émanant de la présidence annonçait que pour permettre à la population de vaquer à ses travaux de production et éviter toute confusion, la présidence de la République ordonnait que les réunions Sahwanya (c'est-à-dire les assemblées de conseils et de recherches communautaires, qui ont été instituées en 1976 dans tout le pays, afin de consolider la chrétienté) ne devaient plus se tenir désormais que le dimanche et uniquement dans les paroisses et succursales. Elle ne pouvaient donc plus avoir lieu sur les collines, afin que la population puisse se consacrer davantage aux travaux de développement dont le pays a particulièrement besoin.

Le 19 mai, les évêques adressaient à nouveau une lettre aux chrétiens, relative aux réunions Sahwanya. Les évêques rappelaient l'action bénéfique des groupes en question dans le pays, en vue de la pacification et de l'entraide mutuelle. Ils ajoutaient : « En ce qui concerne l'ordonnance des 8 et 9 mai, cette ordonnance qui interdit aux Imana Sahwanya de se réunir les jours ouvrables et sur les collines, nous cherchons à connaître quel en fut le mobile. Dès que nous aurons une réponse, nous la ferons connaître ». (Kipa)

14.6.79

Mauritanie : le bon exemple

Le lieutenant-colonel Ould Haidala, le nouveau premier ministre mauritanien, a décidé de donner « l'exemple » dans la politique d'austérité dont il entend faire l'un des axes fondamentaux de l'action de son gouvernement. Le nouvel homme fort mauritanien a ainsi renoncé à tous ses avantages de chef du gouvernement, c'est-à-dire : à son salaire, aux indemnités, à la résidence, à la voiture officielle et à l'escorte d'honneur afférents à sa fonction, pour ne conserver que son seul salaire d'officier.

Il avait récemment affirmé que « la Mauritanie ne devait plus vivre au-dessus de ses moyens ».

Tlm. - 8.6.79

DES CHRETIENS DU NICARAGUA :

L'ENGAGEMENT DES EGLISES DANS NOTRE PAYS CONTRIBUERA A ANNONCER L'EVANGILE ...

Tout récemment (1979), des catholiques et protestants du Nicaragua se sont rassemblés pour jeûner et prier en faveur de la paix ; une collecte fut organisée en faveur des victimes de la répression.

"Nous sommes convaincus, ont-ils écrit, *que l'engagement des Eglises dans notre pays contribuera à annoncer l'Evangile et affermira notre engagement de chrétiens et de citoyens au service de la construction d'un monde plus juste et plus fraternel, en particulier dans la situation historique que vit notre peuple". "Notre pays est dans une situation où les droits fondamentaux tels que la vie, la liberté, la paix, la fraternité, etc. sont actuellement écrasés. Nous sommes conscients que le mal présent dans diverses structures d'oppression atteint le peuple dans ce qu'il possède de plus sacré: la vie. Dans un contexte aussi difficile, caractérisé par une violence généralisée, des luttes et un grand nombre de besoins, il est nécessaire de nous arrêter pour y réfléchir et, dans une attitude d'ouverture, écouter la voix de Dieu. Approchons-nous de sa présence avec humilité et demandons-lui miséricorde et justice pour son peuple. Nous sommes tous appelés à construire sa justice, sa paix, la liberté humaine et la réconciliation entre tous les hommes. La parole du Seigneur nous communique son témoignage. Ainsi, d'une manière éloquente et engagée, il a dit un jour à Nazareth :"L'esprit du Seigneur est sur moi. Il m'a choisi, il m'envoie porter la Bonne Nouvelle aux pauvres, dire aux prisonniers qu'ils sont libres aux aveugles qu'ils verront, aux vaincus qu'ils rentreront chez eux, proclamer une année de grâce du Seigneur".*

Aide au développement et droits de l'homme : deux chapitres séparés

A une majorité de une voix — celle, prépondérante, du président — le Conseil national a repoussé hier une proposition socialiste qui aurait obligé la Confédération à exiger le respect des droits de l'homme dans certains pays du tiers monde bénéficiant de son aide. A l'occasion du débat sur le crédit de 300 millions de francs, destiné à la participation suisse aux banques de développement interaméricaine, asiatique et africaine, la socialiste Doris Morf avait demandé l'introduction d'une disposition disant en gros ceci : « La Confédération s'emploie à ce que les pays bénéficiant de l'aide des banques de développement mettent en pratique les droits de l'homme. » Au vote, la proposition Morf recueille 50 voix « pour » et 50 voix « contre ». (Plusieurs démocrates-chrétiens et certains libéraux ont voté avec la gauche). Conformément au règlement, le président — le radical tessinois Luigi Generali — doit trancher. Avec un peu d'ironie dans la voix, il annonce qu'il votera « comme d'habitude » avec le Conseil fédéral, c'est-à-dire contre la proposition socialiste.

12.6.79

SUISSE

EXTRAITS DE L'ALLOCUTION DE M. PIERRE AUBERT, CONSEILLER FEDERAL, CHEF DU DEPARTEMENT POLITIQUE, A L'OCCASION DE LA CONFERENCE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT. BERNE, 31 MAI 1979

APRES UN VOYAGE EN AFRIQUE

J'ai tiré nombre d'enseignements, tant il est vrai que des connaissances indirectement acquises ne valent jamais des réalités vécues, fût-ce dans le court laps de temps qui m'était imparti. Je souhaiterais que chaque Suisse qui douterait encore de l'utilité, de la nécessité de la coopération au développement puisse constater sur place ce qui peut s'accomplir, notamment grâce à une faible partie de quelque soixante francs prélevés annuellement sur ses impôts au titre de la coopération au développement. Je suis bien certain que son septicisme s'évaporerait au soleil des tropiques, à la chaleur aussi d'un accueil que nous vaut pour une bonne part notre présence active dans ces pays, que ce soit celle des organisations privées ou de la Confédération.

Mais ce que j'ai pu relever sur le "terrain", avec une intense satisfaction, c'est que nous nous efforçons de ne pas agir en technocrates de ne pas parachuter un développement préfabriqué, mais de déceler et de soutenir les initiatives qui germent à la base des sociétés locales. En bref, une coopération animée par des hommes, pour des hommes.

~ ~ ~

Plus d'affiches publicitaires pour le tabac et l'alcool

L'interdiction de la publicité pour l'alcool sur le domaine public et sur toute autre propriété de caractère public est absolument justifiée et légale, affirme Me P. Steiner, avocat saint-gallois, en conclusion d'une étude qui a été soumise à toutes les communes de Suisse par l'Institut suisse de prophylaxie de l'alcoolisme, à Lausanne. Une telle interdiction n'enfreint ni la garantie de la propriété ni la liberté du commerce et de l'industrie ni le principe de l'égalité devant la loi. Etant donné les dangers découlant de la publicité pour les boissons alcooliques, il serait souhaitable que les pouvoirs publics fassent un usage plus généralisé de cette interdiction.

A ce jour, trois cantons (Bâle-Ville, Saint-Gall et Zurich), une régie fédérale (les PTT) et plusieurs communes ont appliqué ce droit en interdisant la publicité pour l'alcool et le tabac sur le domaine public. La Société générale d'affichage a contesté l'une de ces dispositions, celle qu'a prise la commune de Wallisellen, devant le Tribunal administratif du canton de Zurich. Le tribunal a défendu l'interdiction en faisant valoir que la publicité par affiches était une pratique spéciale ne figurant pas dans les dispositions qui règlent la liberté du commerce et de l'industrie. La Société générale d'affichage a retiré sa plainte de droit public auprès du Tribunal fédéral. L'interdiction devient ainsi légale. (ATS.)

8.6.79

ARRESTATIONS EN COLOMBIE

Amnesty international s'inquiète

A l'occasion du séjour en Suisse du président Julio Cesar Turbay Ayala de Colombie, la section suisse d'Amesty international se déclare fort préoccupée par la situation en Colombie, où le gouvernement a appliqué un nouveau règlement de sécurité qui donne lieu aux interprétations les plus excessives.

Depuis le début de l'année, on estime que plus de deux mille personnes ont été arrêtées par ce que le gouvernement colombien a qualifié de « la plus grande opération entreprise par les forces militaires contre la subversion », à la suite d'un vol d'armes à l'arsenal militaire d'Usaquen. Bien que les armes aient été récupérées à 90 pour cent, la répression n'en a pas moins continué, touchant même des personnes non impliquées dans le vol.

Les arrestations en masse, les menaces, les attentats contre des avocats, la torture font craindre à la section suisse d'AI que la Colombie ne sombre dans l'arbitraire et n'ait entamé ce que d'aucuns ont appelé un « processus d'uruguavisation ». — (ats-Tlm®) La Liberté

COOPERATION MISSIONNAIRE EN ESPAGNE

L'Amérique latine, est-il dit, compte actuellement 350 millions d'habitants dont 300 millions sont catholiques, ce qui représente 45 % des catholiques du monde entier, et évidemment beaucoup plus qu'en Europe.

La préoccupation dominante en Amérique latine du point de vue catholique est la pénurie de clergé. Le nombre total de prêtres au service des latino-américains s'élève à moins de 47.000 ce qui fait approximativement 1 prêtre pour 7.500 habitants dont 6.400 sont catholiques. En Espagne on compte 1 prêtre pour 1.055, en Belgique 1 pour 633, en Irlande 1 pour 595. Toutefois la situation est en constante, quoique faible, amélioration.

L'Eglise d'Espagne, qui estime être obligée par des devoirs plus impérieux de coopération missionnaire avec l'Amérique latine, note qu'en 1978, elle y comptait 6.166 religieux, 636 prêtres diocésains et 10.700 religieuses.

L'Espagne est suivie par l'Italie qui compte 3.513 religieux, 512 prêtres séculiers et 3.500 religieuses. La Pologne a envoyé 363 prêtres et 80 religieuses, la Belgique 117 prêtres. Le Canada compte 1.780 missionnaires, hommes et femmes, les Etats-Unis 2.835, l'Irlande 550.

Auxquels s'ajoutent 130 prêtres « Fidei Donum » en provenance de France, de Suisse, de Hollande et d'Allemagne.

L'ensemble de l'Amérique latine se préoccupe de plus en plus, avec une conscience accrue, de cette question du clergé aussi bien auprès des populations déshéritées que de celle qui n'a guère été touchée par l'Evangile et qui forme le secteur spécifiquement missionnaire.

LA SUÈDE CONSACRE 1 % DE SES RESSOURCES AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE

Stockholm *(A.F.P.)*. — Le Parlement suédois a approuvé le 2 mai le programme d'aide au développement qui représentera 1 % du produit national brut. Le gouvernement avait inscrit à cet effet une somme de 4 415 millions de couronnes (1,1 milliard de dollars) au budget 1979-1980 qui avait été présenté au mois de janvier (l'année budgétaire suédoise commence le 1er juillet).

Sur cette somme, 2 863 millions de couronnes (environ autant de francs) seront consacrés à l'aide bilatérale destinée à vingt pays, le reste allant aux programmes d'aide internationaux, notamment ceux de l'ONU. Les principaux bénéficiaires de l'aide directe sont le Vietnam (400 millions de couronnes), et la Tanzanie (345), suivis par le Mozambique (140) et le Bangladesh (120). Une aide de 12 millions de couronnes sera consacrée aux mouvements de libération d'Afrique australe, aux réfugiés de cette région, ainsi qu'aux victimes de l'apartheid.

[La Suède figure en tête du classement de l'aide publique au développement (0,99 % du P.N.B. en 1977) devant les Pays-Bas (0,85 %) et la Norvège (0,82 %). En outre, la Suède a annulé, dès 1978, les dettes contractées à son égard par les nations les plus démunies du monde, pour un montant de 200 millions de dollars. Dans la liste de ces annulations de dettes, la R.F.A. figure au premier rang (2 300 millions), suivie par la Grande-Bretagne (1 870 millions), le Japon (1 200 millions) et le Canada (250 millions). L'effort de la France en la matière — environ 140 millions de dollars — apparaît moins large, précédant de peu celui des Pays-Bas (130 millions) et de la Suisse (120 millions).]

Le Monde 5.5.79

La cinquième CNUCED s'achève sur de maigres résultats

MANILLE (Reuter) — Les pays riches ont accepté hier d'octroyer une aide immédiate aux trente pays les plus pauvres du monde. Ce compromis de dernière minute, conclu à l'aube, a permis de sauver la cinquième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de l'échec virtuel au terme de sa session de quatre semaines, dominée par la polémique entre le « groupe des 77 » (comprenant les 119 nations du tiers monde, participant à la CNUCED) et les pays riches

Ces derniers, qui ont accepté les principaux points de cette résolution présentée par les « 77 », se sont engagés à doubler leur aide directe aux pays les plus démunis « dès que ce sera possible ». Le tiers monde désirait quant à lui qu'une date précise soit fixée pour arriver à cet objectif, ce que refusaient fermement les pays riches.

Aux termes de la résolution, l'aide directe supplémentaire visera à développer différents secteurs (alimentation, santé, éducation, transports, logement et emploi) dans les trente pays du tiers monde au revenu national annuel par tête inférieur à 200 dollars.

Les pays riches se sont engagés à offrir une aide immédiate au sous-groupe des « trente » pour l'achat d'engrais et d'équipement destinés à l'industrie agro-alimentaire.

En dépit des progrès enregistrés dans le domaine de l'aide et de la lutte contre le protectionnisme, les pays en voie de développement envisageraient toujours de publier une déclaration exprimant leur déception devant les maigres résultats de la cinquième CNUCED. Ils devraient en outre annoncer leur intention de se retrouver dans un avenir proche pour aplanir leurs divergences commerciales et mettre au point un système de préférences généralisées entre eux en vue d'accroître leur force de négociations face aux pays riches.

En revanche, aucun accord n'est en vue sur la rédaction d'une résolution réclamant l'instauration de consultations globales sur le nouvel ordre économique international.

La Suisse 4.6.79

SUR LES ROUTES D'AMERIQUE LATINE

Après une semaine passée dans un pays d'outre-mer, on a envie d'écrire un livre! Après un mois : un article. Après un an : plus rien! Je rentre d'une tournée auprès des équipes de volontaires de quelques pays d'Amérique latine. J'ai beaucoup appris, senti, découvert. Mon carnet de route déborde d'impressions. Voici celles que j'ai sélectionnées pour ce dossier ; d'autres suivront.

EN HAÏTI

Port-au-Prince, capitale du pays, avec ses 800'000 habitants, se dilate à vue d'oeil. Les Haïtiens arrivent de partout, fascinés par cette ville grouillante de vie et de lumière au fond de sa baie, attirés par les industries de transformation installées dans ses faubourgs, interpelés par ces vagues de touristes en quête d'exotisme et de soleil qui débarquent avec leurs richesses et leurs façons insolentes. Comment ces visiteurs venus d'Amérique du Nord et d'Europe ne seraient-ils pas ravis à la découverte d'une île nègre ? Haïti, c'est un morceau d'Afrique au milieu des Antilles, c'est une terre de Noirs. On les découvre dans la capitale des descendants des esclaves achetés au Ghana, au Libéria, au Togo, en Guinée. Les femmes ont des jupes fleuries, l'oeillade directe, les bras déliés soulignant des exclamations, des éclats de rire. C'est aussi l'Afrique qui descend chaque matin des hauteurs entourant la capitale, avec les femmes transportant sur leur tête des ignames, le tabac, les bananes, le sucre artisanal, de la poterie, de la vannerie, jusqu'au grand marché. Les filles ont le même balancement des hanches qu'en Afrique centrale. Les hommes ont des bustes de cuivre luisant, et les marchandes ont une fierté de reine d'ébène. Tous ces êtres ont un sens du contact direct et chaleureux : ni barrières, ni défenses, mais une empathie immédiate nourrie de vitalité. Ces êtres beaux, souples et sculptés sont à l'image de leur île, image de la beauté, du soleil et de la danse. Haïti, c'est encore une des rares îles tendre et tranquille où on rencontre, certes, le rêve tropical, mais encore plus une puissance à aimer, à exprimer, à jouir de la vie. C'est en Haïti que j'ai compris combien la musique et la danse sont plus qu'un langage, plus qu'un moyen de communication. Elles engendrent une intimité, une manière subtile de se connaître, de se livrer, de communier. A travers les corps, les sens ont une vie et s'expriment sans honte.

Le tourisme est sans doute l'une des ressources momentanées d'Haïti. Des avions déversent des Etats-Unis, du Canada, de France et de Suisse des hordes régulières de vacanciers, en raison de l'attrait naturel de l'île, des prix bas et de la gentillesse de la population.

Haïti est le pays le plus pauvre de tout le continent américain. Il figure parmi les plus pauvres du monde. Son revenu annuel par tête d'habitant n'excède guère 100 dollars. Dès lors, il ne faut pas courir bien loin pour trouver des situations infra-humaines.

Il est surprenant et significatif de constater que l'unité monétaire de Haïti, la gourde, n'est pas la seule monnaie de ce pays. Le dollar (qui vaut 5 gourdes) a cours légal au même titre que la gourde sur toute l'étendue du territoire et lors de n'importe quel paiement la monnaie est rendue en pièces ou en billets américains et haïtiens mélangés.

A Port-de-Paix, chef-lieu du Nord-Ouest, appelé aussi Far-West, la plupart des êtres sont en état de marasme. Dans le bidonville à l'est de la ville, les familles se serrent dans une case de torchis, de 6 à 10 mètres carrés. Il n'y a pas d'eau, pas d'égoûts, pas de latrines, pas d'électricité ; la misère est puante et dégradante.

- Je suis sans travail, me lance un père de famille. Ma femme a quitté la maison, elle est partie à Cap Haïtien, car tous nos enfants sont malades de sous-nutrition et elle ne supporte pas de les voir mourir l'un après l'autre.

- Mon mari est parti clandestinement aux Bahamas pour essayer de trouver un brin de travail et nous envoyer de l'argent. Vous savez, beaucoup de barques quittent le pays clandestinement, car la faim nous pousse loin.

- Je suis malade de ne rien pouvoir manger.

Pour remédier à cette situation, des "fous de Dieu" ont suscité dans les quartiers, dans les villages, des groupements communautaires susceptibles de prendre en mains leur devenir. Le conseil communautaire de la Croix Saint-Joseph a construit sur 20 kilomètres une route pavée comme au temps des Romains, sans aucune aide de l'Etat. C'était la seule possibilité de désenclaver la région où vivent environ 5'000 habitants. Dans ce village, l'église aux murs couverts de tôle tient lieu d'école en semaine pour quatre classes primaires.

Un projet médico-social vise à former 60 auxiliaires infirmières pour le diocèse de Port-de-Paix. Elles deviendront dans leur milieu le leader naturel de la santé. Elles s'entoureront d'une équipe d'agents qui seront sans doute, pour la plupart analphabètes. Elles viseront à donner une éducation sanitaire de base pour améliorer l'habitat, l'alimentation, l'hygiène, c'est-à-dire, mettre en route une médecine préventive.

Une autre animatrice anime la formation familiale avec 40 couples éducateurs. Actuellement, chaque famille a de 6 à 10 enfants vivants, après en avoir mis au monde 13 à 15. Il y a du travail pour former les couples à l'amour responsable, pour libérer la femme esclave de son mari.

A Lavaud, l'école normale, presbytérale , est un établissement privé, le seul de toute la province du Nord-Ouest. Sans lui, toute la région serait complètement analphabète. Son ambition est de former des enseignantes et des enseignants intégrés dans le milieu et n'aspirant pas à devenir des fonctionnaires mieux payés à la capitale. Une équipe de professeurs soudée, cohérente, joyeuse est entraînée par les volontaires suisses.

Quand on oblige à apprendre à l'école :

- "Le train arrive devant le passage à niveau".

ou bien

- "Je fais du ski sur la neige",

comment les enfants seraient-ils passionnés par les éléments absolument étrangers à leur cadre de vie ? Et quand dans leurs livres ils lisent : "Le maître d'école passe, l'élève salue". -"Le cireur de bottes arrive, le chien aboie". Comment ne seraient-ils pas marqués par une idéologie qui oblige l'inférieur à se soumettre ? Le système d'éducation serait modifié depuis longtemps si les parents avaient été capables de le contester auprès des organes de l'Etat.

Il faut ajouter que dans ce pays, les moniteurs ont suivi 6 ou 7 ans d'école primaire et enseignent sans aucune for-

mation pédagogique. De plus, les classes comportent parfois plus de 100 élèves. J'ai vu sur le territoire de Jean Rabel une classe de 350 élèves avec un seul maître.

La langue française est l'apanage de ceux qui ont eu le privilège de fréquenter l'école. Dès lors, pour la grande masse des Haïtiens, le français reste une langue étrangère, extérieure à la quotidienneté de ses préoccupations. Si la langue écrite et officielle est le français, la langue parlée est par contre le créole. Elle dérive du vieux français, auquel se sont ajoutées les expressions espagnoles, africaines et anglaises au cours des siècles. Cette langue chantante et savoureuse est riche de tout l'apport vivant des Haïtiens. Dès lors, le but de l'école nouvelle vise à démystifier le français et à valoriser le créole, à intégrer l'école nouvelle dans la vie haïtienne, en y associant les parents qui partageraient leurs connaissances de la vie de tous les jours avec les enfants. Exclure le créole et la vie quotidienne de l'école visait à déraciner l'enfant et à lui ôter son vrai bagage culturel. Sa marginalisation engendrerait l'aigreur. Lorsque des jeunes grandissent sans pouvoir s'ouvrir et s'exprimer, ils étouffent et gaspillent leurs richesses fondamentales.

La question de l'uniforme qu'on retrouve en maints pays d'outre-mer se pose aussi à Haïti. Les partisans vous disent que grâce à lui, on place sur un pied d'égalité enfants de riches et enfants de pauvres, mais en fait, un uniforme ne permet-il pas de cacher hypocritement les différences sociales et de gommer les problèmes du sous-développement ? Pour sa part, l'école normale de Lavaud a pris parti. Depuis plusieurs années, elle forme des enseignants à la promotion collective des maîtres et des maîtresses intégrés dans leur milieu. Ici, une action de reboisement a été lancée, conjointement par une école et les parents, après une recherche commune. Là, élèves et parents ont mis en place un jardin communautaire et produits des cultures vivrières, de manière à pouvoir payer le salaire des enseignants, etc.

Les responsables de l'école normale ont à coeur également de former les moniteurs qui n'ont pas eu la préparation actuellement donnée aux jeunes qui suivent l'école normale. A cet effet, ils ont prévu qu'une équipe mobile formerait ces moniteurs en les rassemblant par zones, de manière périodique.

L'équipe de la Bombarde est la première équipe pastorale du Nord-Ouest qui ne soit pas constituée uniquement de prêtres et de religieux. Il importe que l'expérience puisse réussir pour faire tache d'huile. C'est en tout cas le souhait et la volonté des membres de l'équipe qui sont tous jeunes et optimistes. Ils entrent facilement en relation avec les paysans, les artisans. Sur la paroisse, 300 mouvements communautaires s'entraident, se forment et découvrent les avantages du travail en commun. Chaque groupe s'astreint à une journée de réflexion et de formation par mois.

Georges et Marie-Antoinette visitent pour la première fois un groupement à Mare-à-Savon. Dans ce poste, le catéchiste préside la liturgie chaque dimanche en plein air, sous une tonnelle rudimentaire. Dès le début de la rencontre, les participants expriment leurs attentes, leurs vaines recherches de travail, leurs souhaits de formation supplémentaire, de ne plus être oubliés par rapport au poste central, d'accentuer la connaissance biblique. Les femmes lancent une demande plus précise:

- Envoyez-nous des tailleurs pour coudre nos habits.
- *Que pouvez-vous faire vous-même de plus ?*
- Ah oui, ces tailleurs pourraient former quelques-unes d'entre nous.
- *Former seulement quelques-unes d'entre vous ?*
- Il vaudrait mieux qu'ils nous forment toutes.
- *Est-il préférable de faire venir quelqu'un de l'extérieur, ou de former des gens de chez vous à la centrale ?*
- C'est vrai, un étranger n'aura pas à coeur le développement de notre poste comme un enfant du lieu et puis, si nous sommes seulement quelques-unes à mettre en route le changement, ce n'est pas suffisant, il faut que nous soyons nombreuses et solidaires.



Photo Paul Jubin

Pour chacun des problèmes évoqués, Georges et Marie-Antoinette renvoient toujours les questions au groupe et lui permette de susciter ses propres réponses et ses décisions spécifiques. L'équipe de la Bombarde insiste sur le fait qu'il faut vivre, non pas de temps à autre, mais longtemps avec les gens pour créer un climat de confiance.

- Avoir des étrangers, cela sécurise, cela évite de penser, d'innover, cela maintient dans la dépendance, ajoute l'équipe. Les étrangers soucieux d'efficacité, veulent un oui ou un non tout de suite et des actes. Or, les gens en Haïti ont besoin de beaucoup de temps pour préciser leurs pensées, réfléchir palabrer et agir à leur rythme. Si on les presse, ils répondent par oui, mais c'est un oui qui balance entre un oui et un huit.

- Vous autres, étrangers, nous affirme une Soeur haïtienne, vous êtes pour la rapidité et le rendement. Pour nous, Haïtiens, c'est le contraire. La présence de quelques Européens ne nous gêne pas, s'ils sont engagés au ras du sol et près du peuple. Mais s'ils s'appuient sur des structures, sur de l'argent et s'ils ne servent pas les personnes, alors nous sommes imperméables à leur présence, à leur parole, à leur action.

J'ai rencontré une Soeur canadienne depuis 50 ans en Haïti, et qui ne parle pas un mot de créole ! Que sait-elle d'Haïti ?

- Nous autres, ne voulons pas être une banque, mais travailler les mains nues, avec les plus petits, en leur faisant découvrir qu'ils peuvent s'organiser et ne pas succomber à la malveillance de l'argent. J'essaie, dit Marie-Antoinette, de favoriser l'entente et le partage.

EN COLOMBIE

Depuis 150 ans, deux partis, l'un libéral, l'autre conservateur se partagent le pouvoir et se partagent les postes de fonctionnaires. Ce pacte n'a été rompu qu'en 1974, car il avait entraîné trop de conflits, trop de morts. Aux élections présidentielles de 1978, le libéral Turbay a succédé à un autre libéral Alfonso Lopez.

La société colombienne subit une décomposition croissante. J'ai reçu plein les oreilles de récits de pots de vin, de règlements de comptes entre fractions de la bourgeoisie, de vols, de dérogations obtenues par une relation. Il est de vastes trafics qui ne sont possibles que grâce à des complicités et à une corruption à tous les niveaux, depuis le simple policier jusqu'aux hommes politiques des postes les plus élevés. Ainsi, en voyant dans un quartier du centre de la ville s'élever toute une série de nouveaux gratte-ciel, mon interlocuteur s'exclame : "C'est ici le quartier des nouveaux riches. Pas ceux du pétrole ! Non, non ! Vous savez que la Colombie est le premier producteur d'émeraudes, mais la vente suit des circuits et passe dans des mains très diverses. Dans ce secteur, certains réussissent à acquérir des fortunes fabuleuses en un temps record. Ils investissent dans l'immobilier et viennent eux-mêmes finir leurs jours à la capitale".

La drogue constitue également une des principales ressources du pays. La Colombie est aussi le premier producteur mondial de marijuana et un des plus importants en ce qui concerne la cocaïne. On pense que 70 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis provient de la Colombie. Dans tout le pays il existe des plantations clandestines de marijuana. Plusieurs connaisseurs du problème m'ont affirmé que le chiffre d'affaire réalisé dans la drogue était aussi important que celui du commerce du café. Or, la Colombie est le deuxième exportateur mondial de café. Il en résulte un abandon des cultures vivrières et du coton, car la marijuana rapporte quatre fois plus que le coton. La drogue est acheminée vers les USA par bateaux, par avions. N'a-t-on pas dénombré plus de 200 petits aéroports clandestins, notamment dans la province de Guajira, base de lancement de la drogue vers les Etats-Unis ? Faut-il s'étonner si Bogota est devenue la capitale de l'insécurité et de la peur du vol ?

- "Vous allez à Bogotà ? Attention, prenez peu d'argent avec vous et répartissez-le à plusieurs endroits. Placez vos papiers d'identité et vos billets dans un petit sachet de toile sur la poitrine, et surtout, ne gardez pas votre montre au poignet, sinon, on aura tôt fait de vous demander l'heure".

A la Toldada, un soir, 30 adultes et 50 enfants sont réunis dans la grande maison au bord du fleuve, et dans la lumière vacillante de la lampe à pétrole, les plus âgés racontent leurs histoires, cependant que les chiens passent entre les uns et les autres et les lucioles décrivent dans l'air des hiéroglyphes lumineux.

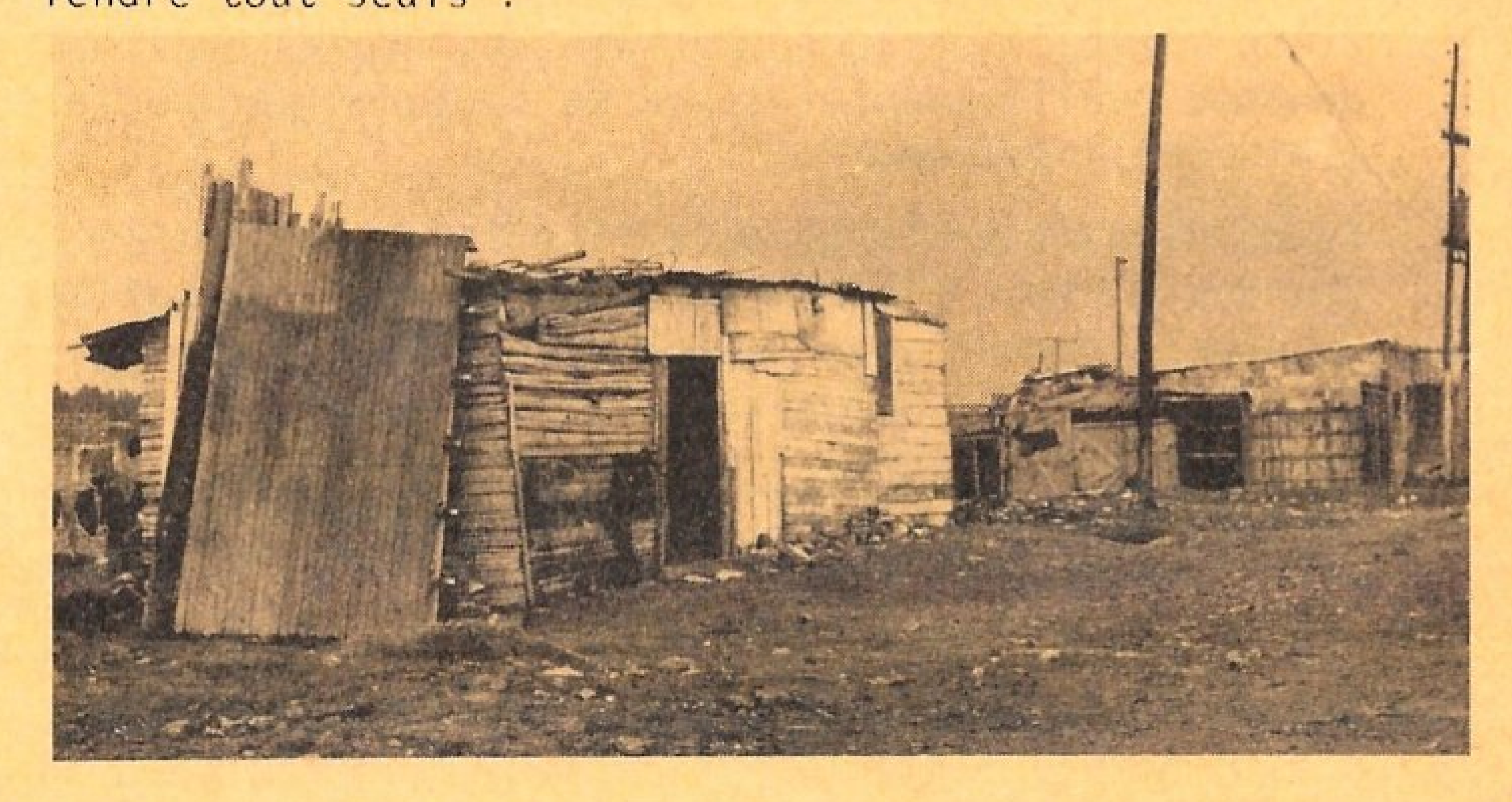
"A la mort du Père Abdon, il y avait neuf fincas ou grandes propriétés. Il était malin, le Père Abdon. Il achetait de la terre pour 100 pesos (environ Fr. 5.-- suisses) verbalement, sans aucun écrit, et en fait, au moment du règlement, il donnait à peine la moitié du montant promis, ou bien une paire de pantalon ou une chemise. C'est ainsi qu'il élargit ses domaines. Ici, à la Toldada, nous sommes 25 familles qui avons travaillé les 500 hectares qui lui appartenaient, selon la méthode tertiaire. Nous ne pouvions garder que le tiers des récoltes, étions contraints de bâtir nous-mêmes notre maison et nous devions fournir au propriétaire les semences et les graines à planter. Nous sommes restés dans la misère.

A la mort du Père Abdon, les héritiers ne se sont pas entendus. L'un d'entre eux a commencé à vendre de petites parcelles. Au moment de se présenter chez le notaire, ils ont découvert qu'il n'y avait pas de titre ! Les héritiers tentèrent d'autres méthodes et déclarèrent ces terres incultes, mais les paysans récusèrent cette décision. Ils s'en furent jusqu'à Bogotà pour obtenir un papier selon lequel les terres appartiendraient à l'Etat. Mais nous tiendrons jusqu'au bout. Cette lutte nous a permis à nous autres paysans, de découvrir que :

- l'union et la solidarité sont nécessaires entre paysans ;
- les lois colombiennes sont les meilleures du monde, mais rarement appliquées et surtout pas au bénéfice des plus pauvres. Nous nous sommes sentis dans notre bon droit. Nous avons exigé le respect de la loi, c'est pourquoi nous luttons avec ténacité et sans violence. Nous avons recommandé à tous de ne pas se saouler. Quand des éléments extérieurs viennent chez nous, ils aimeraient que nous fassions la fête, de manière à pouvoir provoquer des bagarres génératrices d'arrestation et d'emprisonnement. Nous ne voulons pas que notre action soit déconsidérée ;
- ceux qui nous ont accompagnés, des prêtres, des coopérants, n'ont jamais décidé pour nous, mais nous ont simplement permis de connaitre nos droits, nos possibilités Ils nous ont invités à prendre nos décisions ;

- nous nous sommes mis à apprendre à lire, à écrire et à calculer pour connaître les lois, vérifier les papiers de vente et pour pouvoir parler d'égal à égal avec les autorités ;

- les Suisses et les Colombiens qui nous ont éclairés peuvent nous laisser. Nous pouvons maintenant nous défendre tout seuls".



(Un décret vient d'être signé par le Président de la République et le Ministre de l'agriculture, réservant les terres de la Toldada pour un projet de colonisation spécial pour paysans pauvres avec apport de crédit et d'assistance technique. Cette nouvelle est arrivée à Policarpa la Semaine Sainte. Inutile de dire qu'elle a créé chez les paysans une Pâques de Résurrection associant la joie dans le Seigneur à la lutte en communauté).

Des gens m'ont dit en parlant des volontaires :

"Ils nous aident et nous accompagnent, et nous leur devons notre développement. Mais nous aussi, nous les mûrissons, car ils sont encore un peu verts".

EN EQUATEUR

Quelques éléments tirés du document de la conférence épiscopale équatorienne pour Puebla :

- Une partie notable de la nouvelle industrie se limite à produire des articles destinés à la classe supérieure et moyenne ;
- l'Etat favorise à travers des lois et décrets l'établissement d'industries, avec une participation majoritaire du capital étranger ;
- la mentalité de consommation créée par les importations cause un déficit de la balance commerciale. Il faut y ajouter l'acquisition d'armes modernes et la réalisation de projets grandioses. Le bénéfice ne va pas au peuple, mais a des conséquences néfastes pour l'ensemble du pays ;
- 90 % des habitations rurales sont en terre. Sur le plan sanitaire, la population rurale vit dans des conditions infrahumaines ;
- il y a 267 émetteurs de radio, une dizaine de canaux de télévision en Equateur ; ils constituent les instruments d'une nouvelle colonisation culturelle : les feuilletons, les films et le cinéma en général montrent un monde irréel, sentimental, intrigant, de la violence et de l'érotisme. Résultat : matérialisme pratique de la vie. Les auditeurs et spectateurs sont invités à consommer le superflu, au détriment de la satisfaction des besoins premiers ;
- en 1968, les 20 % de la population active la plus pauvre percevaient 3,4 % des revenus. En 1975, ce pourcentage est descendu à 3 %. Les riches sont devenus plus riches, les pauvres sont devenus plus pauvres. Cela correspond à une réalité concrète lamentable ;
- 50 % de la population active est sans travail.

J'achète un journal du matin. Un colonel a été arrêté à Guayaquil avec la bande de trafiquants de drogue qu'il animait. Le Président équatorien (Dr Julio Prado Vallejo) de la commission des droits de l'homme dénonce publiquement les cas de tortures par des éléments de la police.

Avant de quitter la Suisse, l'équipe de Bajada de Chanduy s'était fixéequelques objectifs :"Travailler un développement auto-centré, c'est-à-dire une prise en charge de la communauté par elle-même", et encore "Déjouer les rapports traditionnels entre pays riches et pays pauvres et témoigner qu'une rencontre autre que touristique et économique est possible".

Dès l'arrivée, l'équipe a évité le viol de la population villageoise. Elle s'est retenue constamment, s'est montrée patiente, attentive, mais non pas inactive. Elle a construit une maison pour un des couples, à la mode du pays, maison qui reviendra à la communauté dès le départ. Ecoutons Jean-Pierre, médecin de Fribourg : "En nous installant dans le village de Bajada de Chanduy, nous sommes entrés lentement en contact avec les gens. Et, pas à pas, avons tissé des relations. Jusqu'au jour où nous avons décidé de nous rencontrer tous pour voir "quoi faire" ? Ce fut la première assemblée générale du village".

"Je reste donc convaincue que nous avons un pouvoir, dit Nicole, celui que nous attribue les gens d'une part, mais surtout celui que nous avons réellement transporté de Suisse : notre formation, notre possibilité d'orienter le projet dans telle ou telle direction, notre possibilité de refuser ou d'accepter la satisfaction de tel besoin selon notre jugement, etc.

Et c'est là que se termine mon illusion : celle d'un vrai partage, d'une véritable solidarité avec notre village. Comprenez-moi bien. Je ne parle pas d'impossibilité absolue. Dans notre situation à nous, il me semble que trop de données faussent le jeu. L'argent? Nous l'avons. Peu, peut-être, mais incomparablement plus que les gens d'ici. Nos besoins aussi, même restreints, restent ceux d'Européens. L'intelligence ? Ça, ce sont les Equatoriens qui pensent qu'on l'a ... Le pouvoir ? Je l'ai dit, nous l'avons".

Voici la rencontre de l'équipe du bois. Elle a entendu parler d'une action menée par ceux de Bajada. Elle aimerait en faire autant. En effet, les gens savent qu'à la ville voisine de 60 kilomètres, il y a des usines dont les machines venues d'Europe ou des Etats-Unis étaient emballées dans de belles planches, dans du matériel d'emballage qu'il est possible d'obtenir à bon prix. Or, avec des caisses, avec des panneaux, avec des planches, il est possible de donner deux murs supplémentaires aux maisons qui n'en ont que deux ; d'installer des parois, des planchers, des étagères ou des armoires pour la cuisine. Hélène indique deux adresses où il est possible d'obtenir ce matériel. Une palabre s'engage pour désigner la délégation qui entreprendra les démarches, mais sans qu'un membre de l'équipe suisse en fasse partie, afin que les gens du pays eux-mêmes puissent poursuivre le processus ultérieurement. L'équipe fixe un prix maximum à ne pas dépasser, le moment de la visite, l'adresse du camion à mobiliser, le mode de paiement. Au moment de savoir comment se fera la répartition, tout le monde désigne le volontaire suisse. Une fois de plus celui-ci y renonce, car il accomplirait un travail qui ne lui appartient pas. Pour partager les planches, les caisses et les panneaux en parts égales entre les membres, on décide de faire intervenir deux personnes extérieures au groupe.

Le soir, sous une maison sur pilotis du village de Bajada de Chanduy, le groupe de la lumière est réuni. Comment s'approvisionner en carburant pour le moteur diesel et constituer une réserve pour les mois où la route est impraticable ? En cas de mort ou en cas de fête, faut-il interrompre l'éclairage ou le laisser toute la nuit ? Si quelqu'un désire prolonger l'éclairage général, combien devra-t-il payer à l'heure? Autant de problèmes qui sont débattus avec ardeur et des débats ont un petit parfum d'arriéré, d'histoires anciennes et aussi d'un désir communautaire de clarification. Plusieurs femmes s'expriment. Une de leurs solutions sera déterminante.

Dossier préparé par :

Paul JUBIN

QUAND LES ANCIENS REGARDENT L'AVENIR...

On pouvait être optimiste, et avec raison. Mais nul ne se sera hasardé, le matin même de ce dimanche 20 mai, à pronostiquer pareille affluence au chalet Analakely. Une centaine d'anciens FSF accompagnés de quelque septante enfants, plus les onze "partants" parvenus au terme du stage final de printemps, voilà qui faisait tout un beau monde heureux de retrouvailles aussi imposantes qu'inattendues. De quoi ébranler la cuisinière la plus solide...

En primeur, un tour du monde en trois heures en compagnie de François CORDONIER et de Paul JUBIN qui rendaient compte de leurs voyages respectifs en Afrique noire et en Amérique latine. On lira d'ailleurs, avec beaucoup d'intérêt le dossier préparé par Paul pour le présent numéro d'Interrogation. Leurs conclusions ne se laissent pas résumer. On aura cependant perçu avec netteté la variété et le contraste des situations auxquelles les volontaires ont à faire face dans leur travail et leur témoignage. Plus que jamais, le mouvement FSF vérifie et voit se renforcer ses options pour un développement solidaire et une promotion humaine intégrale. Moins que jamais, il ne peut faire l'économie des engagements personnels pris par chacun après une action outre-mer. Comme le disait encore Fernant VINCENT pendant le stage final, c'est au retour que le vrai départ commence.

FSF se prépare à marquer d'une pierre blanche ses vingt années d'existense. Le voici donc, officiellement à l'âge adulte. On n'attend donc pas de lui un inventaire de ses exploits de jeunesse. Une tâche toujours plus exigeante l'attend au moment où démarre une troisième décennie du développement. Il doit être prêt aux conversions et reconversions que réclament les pauvres du tiers monde. Et à travers les voyages de Paul et de François, c'est d'abord le cri de deux continents affamés de dignité que chacun aura retenu de ces quelques heures passées au Bouveret.

Bernard WEISSBRODT

••••

retours au pays:

- Sylvie et Jean-Paul ROBERT, et leur petit Yannick, qui ont travaillé à la formation d'homologues dans la construction et à l'économat de RUYGI, au Burundi
  Leur adresse : c/o Famille DUCKERT, 8, Ch. de la Fauvette, 1110 MORGES
- Thérèse DUBUIS, qui a enseigné les travaux ménagers et de couture aux centres de Nkilzok et Ntolo au Cameroun, de 1976 à 1979.
  Actuellement : c/o Famille DUBUIS, 18, Ch. de Clavoz, 1950 SION

NETTOYAGE DU CHALET ANALAKELY

AU BOUVERET - LE SAMEDI 6 OCTOBRE 1979

Appel à toutes les bonnes volontés ! Prenez votre aspirateur (et votre mari...: note personnelle du secrétariat (célibataire)

MARIAGE :

- *Bernadette DARIOLY et Guy LUGON MOULIN (futurs volontaires FSF) le 14 juillet 1979 - leur adresse : 1871 CHOEX*

NAISSANCES :

- *Claire, le 7 juin 1979, au foyer de Cécile et Alain TOLLU-BONNARD 25, Rue des Granges, F - 25000 BESANCON / France*
- *Gérard, le 8 juin 1979, au foyer de Francis BISE-PRIMMAZ 1, Ch. des Peupliers - 1896 VOUVRY*

Finances

Nous avons envoyé à mi-mai un appel financier et vous nous avez répondu. MERCI, nous avons déjà reçu près de f 8500.- Nous en avons grand besoin... (même d'un peu plus) MERCI

Formation

A Longirod, du 20 août au 18 septembre aura lieu la session de formation. Une quinzaine de participants sont inscrits. Cette session est organisée en collaboration avec le Département Missionnaire.
Les thèmes suivants seront abordés : Développement - économie - foi - démarche biblique - rencontre de cultures....
Pour chacun de ces thèmes, c'est la situation personnelle de chaque participant qui détermine la manière dont le groupe les aborde.
Du 22 au 28 août ce groupe participera à une rencontre d'envoyés de retour ou en congé, à Agapé (Vallées vaudoises du Piémont) C'est une rencontre organisée dans le cadre de la CEVAA entre Français Italiens et Suisses.

De Retour

Théo Buss est de retour après un séjour de 2 ans en Bolivie. Il est arrivé le 25 mai. Heidi et leurs enfants était rentré il y a quelques mois.

RESERVEZ VOTRE SEMAINE !

Semaine de formation à la NON-VIOLENCE - DU 9 AU 14 JUILLET 1979

Lieu : LE LOUVERAIN, 2206 LES GENEVEYS S/COFFRANE (NE)

Animation : René MACAIRE et GROUPE NON-VIOLENT de NEUCHATEL

Retenez ces dates ! Renseignements : tél. 038 / 57 16 66
" Non-Violence, dimension communautaire, écologie, autogestion,... doigts d'une même main".

* *

Secrétariat romand de la campagne:
r. Lévrier 15, 1201 GENEVE
(022) 324362

Comment participer à la campagne?

- *Organiser une soirée avec film et débat*
- *EXPOSITION: photos et commentaires à disposition*
- *Donner de l'argent pour l'information en Suisse sur le Zimbabwe*
- *Collecter dans votre entourage du matériel scolaire pour l'envoi au Zimbabwe*
- *Donner de l'argent pour acheter du matériel scolaire dans un pays voisin*
- *Tenir un stand au marché, ou lors d'une kermesse (matériel à disposition)*
- *Distribuer et vendre autour de vous le matériel de la campagne*
- *Services divers: transports, triage, comptage du matériel scolaire*
- *Autre action selon votre imagination*
- *SERVICES DIVERS: transports, triage, comptage du matériel collecté*

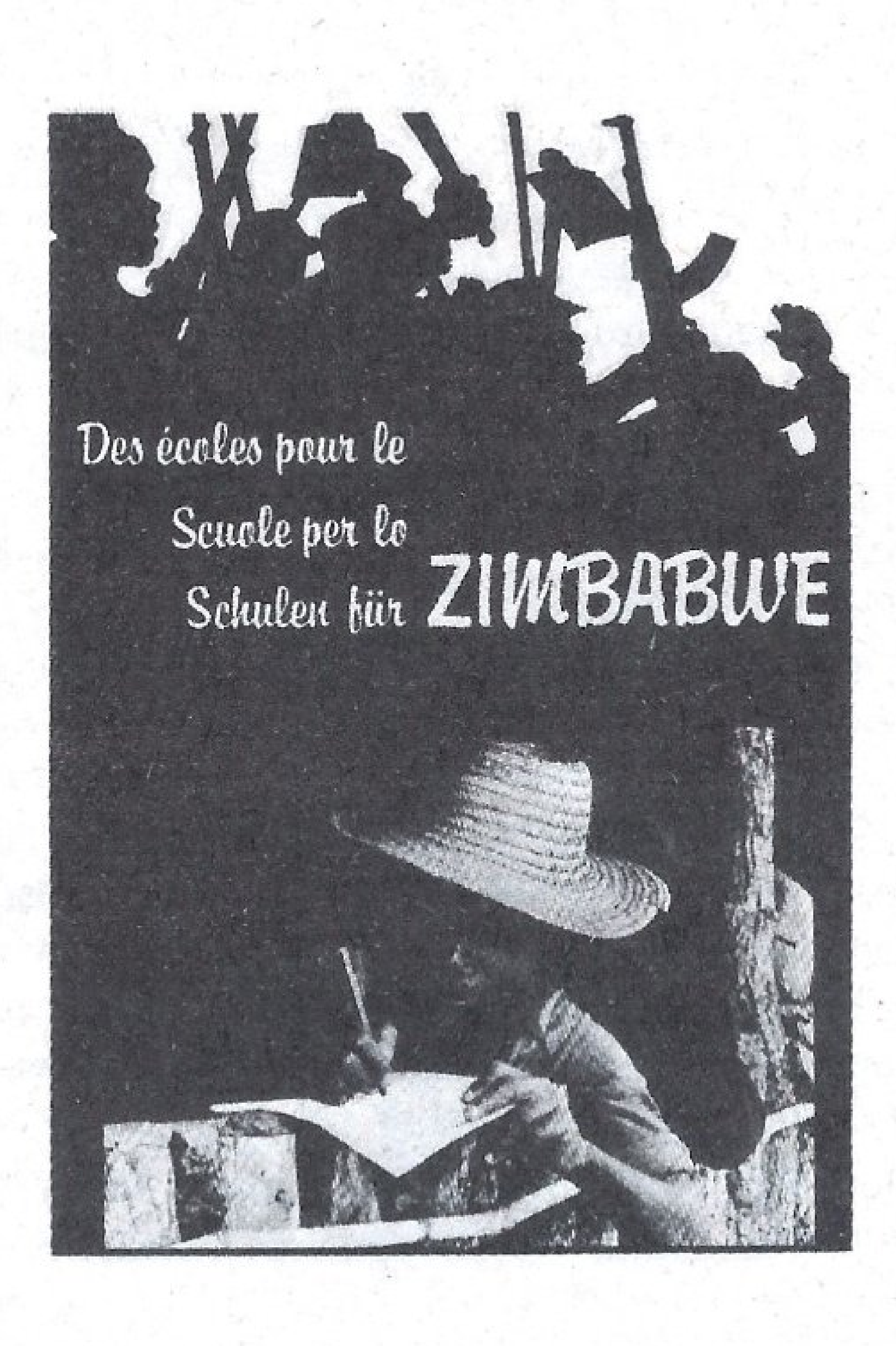
MATÉRIEL DE LA CAMPAGNE

* pour informer le public suisse
* à vendre et à distribuer

NOUS VOUS PROPOSONS:

Dossier de la campagne	2.50
Dossier complémentaire (i3m)	1.50
Tracts	–
Affiches (A2)	5.–
Affiches petites	3.–
Autocollants (symbole campagne)	-.50
Ardoises (insigne de la campagne)	1.50
Boîtes allumettes (insigne campagne)	3.–
Bloc notes (insigne camp.)	1.–
Exposition (photos et textes)	
Film	Frais de port seulement

Tout l'argent récolté sera utilisé pour des projets scolaires précis au Zimbabwe.



SI VOUS NE SAVEZ PAS QUOI LIRE PENDANT VOS VACANCES...

René DUMONT

PAYSANS ECRASES, TERRES MASSACREES

Editions Robert Laffont

Les paysans du Tiers-Monde, quelle que soit la diversité des situations où ils se trouvent placés ont toujours été opprimés, exploités, dominés et méprisés. L'Histoire nous rappelle les grands génocides engendrés en Amérique et en Afrique par l'esclavage et la colonisation. On sait, du reste, comment cette colonisation a favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières. Mais le néo-colonialisme, aujourd'hui, ne fait que prolonger cet état de choses en sorte que le sort des paysans du Tiers-Monde empire jour après jour. *René Dumont — il n'est pas nécessaire de le présenter — a cherché à leur donner la parole,* à dévoiler leurs misères, à dénoncer les multiples formes d'exploitation et d'injustice dont ils sont l'objet. Le scandale est évident, en effet: dans les pays sous-développés, les minorités urbaines privilégiées qui détiennent le pouvoir bénéficient de la protection des pays riches; mais cette "aide", elles la gaspillent tout en continuant d'exploiter les paysans. En retour, elles nous autorisent à "piller" les réserves minérales de leur nation et l'on en arrive à cet incroyable paradoxe: le bassin lorrain meurt alors que le fer nous vient de Mauritanie.

Pour sauver les paysans du Tiers-Monde, il faut donc cesser de protéger tous ceux qui les exploitent, et commencer, d'abord, par mettre un terme au gaspillage insensé de toutes les ressources rares de la planète: NOUS SOMMES RESPONSABLES!

DOMITILA

SI ON ME DONNE LA PAROLE...

Editions François Maspéro

Née en 1937, Domitila Barrios de Chungara, mère de sept enfants, n'a pratiquement jamais quitté l'univers concentrationnaire de la mine bolivienne. Son monde c'est le monde de l'*Altiplano* au paysage lunaire, à 4.000 m d'altitude, celui du camp minier de Siglo XX où sont concentrés les travailleurs et leurs familles, celui d'une lutte constante pour la survie avec les salaires les plus bas du monde dans un pays où toutes les tentatives d'améliorer les conditions de vie se terminent écrasées par des coups d'Etat sanglants.

Son témoignage sur sa vie et sur le *courage du peuple* est une leçon: elle l'a donné pour qu'il puisse être utile: pour dénoncer, devant le monde entier, la situation de son peuple et pour aider tous ceux qui luttent partout, pour une société différente. Il a été recueilli et rédigé après un long travail d'enquête par Moema Viezzer, Brésilienne, éducatrice spécialisée dans l'éducation populaire, qui travaille actuellement à Saint-Domingue en direction de groupes de travailleurs, ouvriers et paysans et dirige un projet de recherche sur la situation de la Femme en Amérique latine.

Jean GRAY

LE DEVELOPPEMENT AU RAS DU SOL

Editions Entente, Paris

Les animateurs de Frères des Hommes — une association sans appartenance politique ou religieuse — cherchent, en partageant la vie des populations les plus déshéritées du Tiers-Monde, à susciter leur auto-développement et leur promotion.

Ce livre a été écrit à partir de rapports d'activités, lettres, bulletins, conversations et interviews qu'ils ont réalisés sur place avec les populations concernées.

Il décrit en quelques tableaux l'action de développement "au ras du sol" chez les paysans de la brousse de Haute-Volta, les campesinos des Andes, les Intouchables de l'Inde, les agriculteurs du Bangladesh.

Il nous fait connaître la vie de ces populations et constitue un document unique, non seulement sur le sort misérable de ces hommes, mais aussi sur leurs espoirs et la capacité qu'ils ont de le prendre en main quand, peu à peu, les obstacles se lèvent.

C'est aussi tout le problème du sous-développement qui est mis en lumière, et la responsabilité à cet égard des nations développées.

Que doit être l'attitude des riches envers les pauvres si les hommes d'aujourd'hui veulent éviter des catastrophes et vivre demain?

(proposés par: Bernard Weissbrodt)

COURRIER DES LECTEURS

Croissance, inégalités et pauvreté : des mythes qui ont la vie dure.

Il est une question qui semble évidente pour la plupart d'entre nous : dans quels pays y a-t-il les plus grandes inégalités, c'est-à-dire le plus grand écart entre la fraction la plus riche de la population et la fraction la plus pauvre ? La grande majorité répondra que c'est dans les pays du tiers monde qu'on trouve les écarts les plus insolents entre les nantis repus et les gens qui sont dans le dénuement le plus complet.

En fait, si l'on veut savoir comment vivent réellement les gens d'un pays, il ne faut pas seulement regarder le produit national brut, qui est évidemment beaucoup plus faible pour les pays du tiers monde, mais il faut aussi en connaître la répartition selon les couches sociales. Et c'est là que l'on va de surprise en surprise et que l'on découvre que, malgré la formidable accumulation de profits que font les pays industrialisés sur le dos des pays dépendants au sein des échanges capitalistes, malgré la richesse qu'ils affichent indécemment, les pays riches n'ont pas réussi ou n'ont pas voulu réduire les écarts entre riches et pauvres dans leur propre société. Alors que la croissance économique nous fait croire que le gâteau est redistribué d'une façon plus ou moins égalitaire entre les différences couches sociales (parce qu'un ouvrier a la TV ou une voiture ou une villa), on remarque en fait que les écarts entre les riches et les pauvres sont souvent du même ordre, voire plus importants dans certains pays riches.

Comparons le Brésil et la France, et nous verrons qu'en France les 20 % les plus pauvres touchent 10 (pour un revenu moyen de 100) et les 5 % les plus riches touchent 500. Au Brésil, les 20 % les plus pauvres ont 18 (toujours sur une base de revenus moyens fixée à 100) et les 5 % les plus riches 800. Pour la Colombie, les chiffres sont respectivement de 30 et 600. On voit donc que la répartition inégalitaire des revenus n'est pas un phénomène propre au tiers monde. On pourrait à ce sujet fournir d'autres chiffres révélateurs.

Mais l'inégalité, au-delà des discours lénifiants des possédants, n'est pas seulement le fait des ressources et des biens. Elle est aussi le fait de l'absence de pouvoir et de choix sur sa vie. Cette société ne permet pas au pauvre d'échapper à sa condition, car elle est organisée pour reproduire les inégalités : 58 % des ouvriers français sont des fils d'ouvriers, et 87 % des agriculteurs sont fils d'agriculteurs ce qui prouve bien le peu de mobilité sociale de la société française.

Bien que le discours officiel affirme que l'école comble les différences socio-économiques et culturelles, on voit qu'en réalité elle sanctionne voire renforce les différences de classes, puisqu'elle ne peut traiter à égalité des enfants de milieux plus favorisés (parce que les objets culturels que l'école valorise sont entre leurs mains : littérature, musique, langage, etc.) et des enfants d'autres milieux qui n'ont pas ces objets et cet horizon culturel à portée de main. Ce n'est pas parce que les classes populaires étudient plus longtemps qu'elles peuvent devenir autre chose. Elles sont restées à la même place, même si elles ont un capital culturel plus élevé. Tout ceci montre bien l'habileté de ceux qui font croire qu'il suffit de volonté pour réussir, et que la richesse est la consécration de l'effort et du mérite. Le dicton traduit bien la réalité qui dit "On ne prête qu'aux riches".

Les pauvres et les humbles de France (et les pauvres sont partout les mêmes) sont aussi les fils de pauvres et de gens humbles et leurs fils seront aussi des hommes sans voix. La solution à ce fatalisme ? Que justement les sans-voix du monde entier se rendent compte qu'ils ont le même destin, que ce destin n'est pas celui de la France ni de la Suisse, mais qu'il est le destin des humbles du monde entier. Et nous, qu'attendons-nous pour être avec les pauvres des cinq continents ?

Jacques BERSET
ATD, Pierrelaye /France

CREER DES COMMUNAUTES

Depuis que j'ai travaillé à Lausanne comme directrice de crèche, j'ai pu toucher du doigt le problème des mères seules chef de famille. Je me disais pourquoi ne pas leur donner un coup de main ? Je les ai vues lutter chacune dans son coin, souffrir, se désespérer du fait qu'elles étaient le seul gagne-pain et qu'il fallait avoir de l'argent pour vivre. Alors elles devaient toujours faire passer d'abord le travail et après seulement leur enfant. Une ou deux ont même craqué moralement et physiquement. Avec une amie qui sentait le problème nous nous étions proposées de faire une communauté pour soutenir ces femmes seules.

... Si un couple ou des personnes voulaient faire quelque chose de semblable, c'est-à-dire se mettre à plusieurs pour accueillir des gens en difficulté, des gens sans famille, des gens qui n'ont plus d'espoir; donne-leur notre adresse.

... Nous pensons aussi que "la petite famille heureuse" ne suffit pas et que la meilleure éducation pour les enfants est celle de l'exemple et de la bonté.

C'est un appel que je voudrais lancer aux volontaires FSF et aux responsables du mouvement. Pourquoi ne pas créer plusieurs commutautés de prière et de vie ici en Europe ? On aiderait le candidat volontaire qui va partir à se préparer aux problèmes de vie en commun et celui qui retourne du Tiers Monde à s'intégrer denouveau dans son pays ou s'il le désire, à continuer son engagement de vie dans le même style. Des communautés qui viven t la pauvreté et le partage de l'Evangile ne peuvent que rayonner autour d'elles où qu'elles soient. En plus, les communautés d'un pays riche pourraient aider celles d'un pays pauvre et accueillir des personnes du Tiers Monde qui étudient et les soutenir moralement.

Victor et Inno QUINTO
Via S. Rocco 4
ALBO di MERGOZZO (No) ITALIE

Extrait d'une lettre-circulaire de :

L'ASSOCIATION TOGOLAISE DES VOLONTAIRES CHRETIENS AU TRAVAIL (ASTOVOCT)

A toutes les Associations Européennes qui travaillent avec nous en envoyant des jeunes sur nos chantiers de travail volontaires

Chers Amis,

A quelques exceptions passés, rares sont ceux d'entre vous qui nous font part des rapports faits par les volontaires qui viennent travailler avec nous.

Plus d'une fois, nous avons demandé les copies des rapports. Plus d'une fois, nous avons demandé à vos jeunes de nous envoyer les copies de ce qu'ils vous donnent et qui parlent de ce qu'ils ont fait avec nous. Parfois, nous avons même demandé des suggestions sur notre fonctionnement (n'est-ce pas loin ?)

Rares encore sont les volontaires qui nous écrivent pour nous aider à construire. Nous ouvrons la parenthèse pour remercier de tout coeur les amis volontaires qui gardent le contact avec nous et continuent à réfléchir avec nous sur le volontariat et sur le développement en milieu rural.

Qu'est-ce qu'un chantier de travail volontaire ? Pour nous, c'est un lieu où des jeunes gens, des jeunes filles venus de milieux différents, de race et de religion différentes se regroupent autour de l'amitié.

Ces jeunes travaillent main dans la main pour aider le milieu d'accueil à élever la qualité de ses conditions de vie. En travaillant, ces jeunes se découvrent, disons qu'ils échangent. Ces jeunes s'organisent, mais en tenant compte du milieu d'accueil : coutumes - moeurs - traditions - politique etc. Pour nous, des volontaires sont des frères.

Nous vivons une réalité que vous devez accepter. Le colonialisme a laissé une image du blanc. Cette image n'est pas facile à démystifier. Nos chantiers n'ont pas pour but d'intoxiquer nos campagnes avec des idéologies et des

religions ou des prises de position aberrantes.

Certains de vos jeunes disent qu'ils sont athés et que nos églises, nos mosquées et autres sont dépassées et exploitent nos peuples. Ils prétendent que nos couvents sont sauvages. Ces jeunes ne nous disent pourtant pas ce qu'ils font ou ce qu'ils ont fait pour faire régner et mettre la justice chez eux.

Ceux qui nous aiment qui sont donc nos amis doivent savoir qu'aimer quelqu'un ce n'est pas le regarder afin de déceler en lui des défauts, mais c'est regarder dans la même direction que lui. On aime que ce l'on connait et comprend.

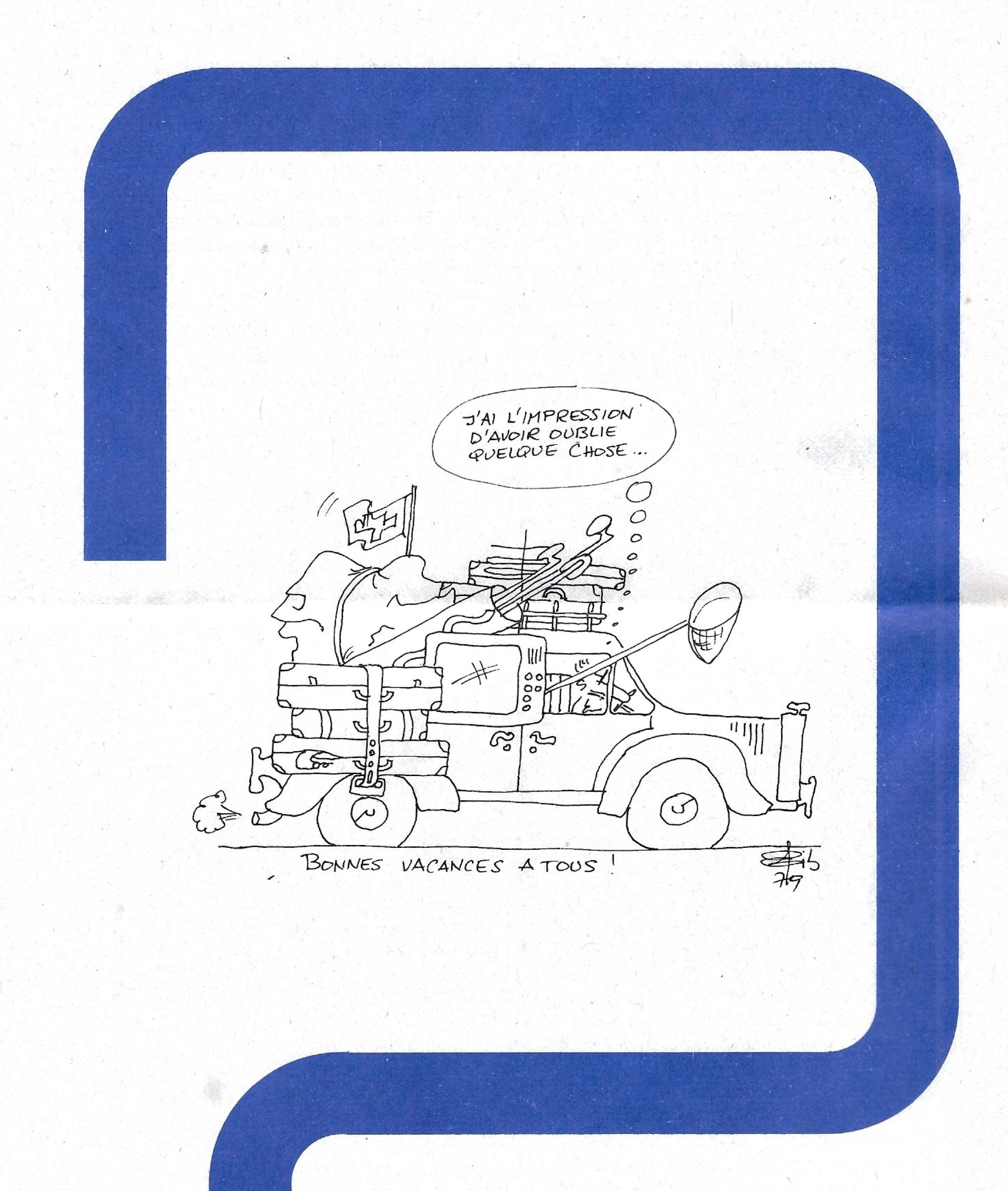
Aux associations qui nous écrivent, nous disons merci. A celles qui ne le font pas, nous disons qu'il est grand temps de le faire. Nous saluons ici tous les jeunes qui se battent à nos côtés par des actes concrets pour enrayer le sous-développement, l'exploitation de l'homme par l'homme, pour mettre sur place une société juste où tous les hommes seront des frères.

POUR L'ASTOVOCT :

Mamadou S. PAM



Photo : Paul JUBIN



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9